

[Texte]

That briefly runs over some of the reasons why we think export of electricity needs to be studied carefully and that a public hearing under the auspices of the NEB is the appropriate place to do so. We need to carefully scrutinize the environmental, economic, and energy security concerns that go hand in hand with this big boom in firm power exports to the U.S. We need to lay out specific guidelines for impact assessments and cost-benefit analysis, especially on environmental costs.

It is a whole new wild card in the cost-benefit procedure, and we need to actually be studying that assessment process in more detail, not eliminating a public forum where that assessment could be evaluated. We also need to facilitate more public input into the review of these proposals, not less.

• 1630

I have to say that as a Canadian I was embarrassed over the last few months to see delegations of Quebec Cree going to U.S. regulatory agencies to state their concerns about hydro developments in northern Quebec because they could not get a hearing from Canadian regulatory agencies. Obviously they have concerns about it. They felt those concerns were not being taken seriously here so they went to the United States to appeal to American authorities to block a sale. That is embarrassing to me. We are going to reduce further the opportunities for input of people like the Cree or others who traditionally do not have access to the corridors of power here.

We also think, alternatively, instead of putting so much emphasis on building a fast-track approach to increased power exports to the United States, why do we not pay some more attention to trying to facilitate interprovincial trade in electricity? That is hardly mentioned in the amendments to the NEB act. There are regulatory and economic barriers in place. If Canadians could concentrate more, for example, on utilizing the hydro-electric potential of Labrador to serve the tight electricity market of central Canada, that would be a way to address our own environmental and energy security concerns instead of putting all our eggs in the fast-tracked electricity export basket.

That was all I wanted to say about the concerns we have with exports and why we think electricity exports should continue to be examined carefully on a regular basis, not an ad hoc basis, in public hearings.

[Traduction]

fédéral, vos préoccupations ne seront pas nécessairement prises en compte par les responsables des décisions en matière réglementaire.

Voilà qui résume les raisons pour lesquelles nous pensons que nos besoins d'exportation d'électricité doivent être étudiés de près et qu'il est bon de faire dans le cadre d'audiences publiques tenues par l'ONE. Nous devons pouvoir examiner avec soin les problèmes écologiques, économiques et énergétiques qui vont de pair avec cette flambée des exportations d'énergie vers les États-Unis. Nous avons besoin d'établir des directives précises en matière d'étude d'impact et d'analyse coûts-bénéfices, surtout en ce qui concerne les conséquences sur l'environnement.

Une nouvelle dimension est venue s'ajouter aux études coûts-bénéfices, et nous devrions étudier plus à fond ce mécanisme d'évaluation plutôt que de supprimer une tribune publique qui permet d'effectuer ce genre d'évaluation. Nous devons faire participer davantage le public à l'examen des différents projets et non l'en écarter.

Je dois avouer qu'en tant que Canadien j'ai été très gêné il y a quelques mois de voir que les délégations Cris du Québec étaient obligées de se présenter devant les organismes réglementaires des États-Unis pour faire connaître leurs préoccupations au sujet des projets d'hydro-électricité dans le nord du Québec parce que les organismes d'alimentation du Canada ne voulaient pas les entendre. De toute évidence, il y a matière à s'inquiéter. Jugeant qu'on ne les prenait pas au sérieux ici, les Cris ont fait appel devant les autorités des États-Unis pour essayer de bloquer une vente. Voilà qui nous paraît gênant. Nous allons réduire encore les possibilités d'intervention de gens telles que les Cris ou d'autres intervenants qui, jusqu'à présent, ne se sont pas souvent proménés dans les allées du pouvoir au Canada.

Nous pensons qu'au lieu de privilégier les solutions de prestige en exportant à tour de bras de l'énergie vers les États-Unis, il serait préférable d'essayer de favoriser le commerce interprovincial dans le secteur de l'électricité. On n'en parle pratiquement pas dans les amendements proposés à la Loi sur l'ONE. Il y a des barrières réglementaires économiques qui font obstacle à ces échanges. Si les Canadiens cherchaient davantage, par exemple, à tirer parti du potentiel hydroélectrique du Labrador en vue d'approvisionner leur marché du centre du Canada, qui en a bien besoin, nos préoccupations en matière d'environnement et de sécurité énergétique seraient mieux prises en compte, et nous éviterions de mettre tous nos oeufs dans le même panier, soit celui de l'exportation d'électricité pour le prestige.

Voilà ce que j'avais à dire sur les craintes que suscitent les exportations et voilà pourquoi nous considérons qu'il nous faut examiner de près nos exportations d'électricité, en permanence, et non au coup par coup dans le cadre d'audiences publiques.